

examiner la réalité de terrain dans les entreprises numériques et identifier les pratiques de management susceptibles de retenir les femmes dans les carrières liées aux TIC.

### **Droits de l'homme**

L'une des principales problématiques en matière digitale est la protection des données de la vie privée. Dans un monde de plus en plus connecté, des données personnelles sont enregistrées, analysées et utilisées par des entreprises et des autorités publiques. Cela soulève des questions sur la protection de la vie privée et la nécessité de réglementer la manière dont ces données sont gérées et utilisées.

Cette Action notamment l'activité dédiée au renforcement des capacités des agents de l'État permettra de minimiser les risques de vulnérabilités des données gérées par l'administration publique et contribuer ainsi à la protection de la vie privée des citoyens.

L'action s'appuie aussi sur une approche basée sur les droits humains, et sur le principe de ne laisser personne de côté, en faisant attention particulièrement aux groupes en situation de vulnérabilité.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la **mention D0**.

L'action suit le principe "Ne laisser personne de côté". Un effort sera fait pour l'inclusion des personnes les plus vulnérables. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) représentent pour les personnes handicapées, quel que soit le handicap, une réelle opportunité pour leur intégration, aussi bien dans la vie quotidienne que professionnelle, sous réserve que leur accessibilité soit prise en compte. L'Action ne cible pas particulièrement l'accessibilité des personnes en situation de handicap mais peut constituer un levier important pour leur intégration.

### **Réduction des inégalités**

La digitalisation, des services publics comme du secteur privé, progresse rapidement. Elle a connu une nette accélération ces dernières années. Cette transformation digitale n'est pas sans conséquences sur l'accès aux services essentiels et sur les droits des personnes les plus fragiles, incapables de suivre le rythme imposé. Certaines situations peuvent être discriminatoires. Les premières victimes de ces bouleversements sont les personnes défavorisées sur le plan socio-économique (niveau de revenus) et culturel (niveau du diplôme), notamment les personnes ayant des difficultés de lecture et d'écriture, mais aussi les personnes âgées ou en situation de handicap.

La présente action contribue indirectement à la réduction des inégalités. Elle envisage de renforcer les capacités des acteurs du numérique tant du public que du privé en mettant à disposition des individus et de la société des services publics plus proches, des espaces virtuels qui leur permettent d'accéder à l'information, d'établir des liens, de se mobiliser autour de thèmes sociaux et politiques et de prendre part au processus décisionnel.

### **Démocratie**

La liberté d'expression est un enjeu crucial en démocratie. Les plateformes en ligne sont devenues des espaces importants pour la libre expression, mais leur modération suscite des débats sur la censure et la réglementation du discours en ligne. Les gouvernements tentent également de réglementer le contenu en ligne, ce qui soulève des préoccupations concernant la liberté d'expression sur Internet. Le renforcement des capacités dans les TIC, ouvrira davantage d'espaces de discussions en incluant plus de personnes qui discuteront de sujets divers concernant la vie dans le pays et le bien-être.

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

La diffusion et la mise à l'échelle rapides des technologies et services numériques crée de nouvelles opportunités de développement durable et de croissance inclusive et améliore la gouvernance. L'Action renforcera la cohésion économique et sociale et la paix.

### **Réduction des risques de catastrophes**

L'Action n'a pas de lien direct avec la réduction des risques de catastrophes, mais pourrait contribuer à leur gestion.

### **Autres considérations, le cas échéant**

S.O.